

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

Le choix du juge.....	9
Le choix du juge quant à l'objectif véritable du recours.....	11
Stéphane Rixhon assistant à l'U.Lg. avocat	
Introduction.....	11
<u>Section 1</u>	
La répartition des contentieux.....	11
A. Les règles principales.....	11
B. Les situations où la question de l'objet véritable ne se pose pas.....	12
1. Les dérogations à la répartition du contentieux.....	13
2. L'annulation <i>erga omnes</i> des règlements.....	14
<u>Section 2</u>	
L'objet véritable du recours.....	14
A. La détermination de l'objet du litige.....	15
1. L'objet véritable et non l'objet formel du recours.....	15
2. L'objet direct et non l'objet indirect.....	16
3. La <i>causa petendi</i> et le <i>petitum</i> .....	16
B. L'importance de la nature liée ou discrétionnaire de la compétence.....	17
1. La thèse n° 1 dans la jurisprudence de la Cour de cassation.....	19
a) L'arrêt de la Cour de cassation du 24 janvier 2014.....	19
b) L'arrêt des chambres réunies de la Cour de cassation du 19 février 2015.....	20
2. La thèse n° 2 dans la jurisprudence de la Cour de cassation.....	21
a) L'arrêt de la Cour de cassation du 10 janvier 2014.....	21
b) L'arrêt des chambres réunies de la Cour de cassation du 8 mars 2013.....	22
c) L'arrêt de la Cour de cassation du 15 novembre 2013.....	23
3. Et dans la jurisprudence du Conseil d'État?.....	24
En guise de conclusion.....	25

La réparation du dommage causé par l'illégalité d'un acte administratif et l'indemnité réparatrice : à quel saint se vouer ? .....	27
Alexandre Pirson <i>assistant à l'U.Lg.</i> <i>avocat</i>  Martin Vrancken <i>assistant à l'U.Lg.</i> <i>avocat</i>	
<i>Introduction</i> .....	27
<u>Section 1</u>	
Une révision paradoxale de la Constitution .....	31
<u>Section 2</u>	
Le champ d'application de la réforme .....	33
A. <i>Une réforme limitée au Conseil d'État, à l'exclusion des autres juridictions administratives</i> .....	33
B. <i>L'indemnité réparatrice, accessoire du recours en annulation</i> .....	34
C. <i>Le titulaire du droit de demander une indemnité réparatrice</i> .....	36
<u>Section 3</u>	
L'introduction et l'instruction de la demande .....	39
A. <i>Les délais</i> .....	39
B. <i>Les formalités à accomplir</i> .....	40
C. <i>La perte d'intérêt en cours d'instance</i> .....	45
D. <i>L'instruction de la demande</i> .....	47
E. <i>Les voies de recours</i> .....	50
<u>Section 4</u>	
Le principe <i>electa una via</i> .....	52
<u>Section 5</u>	
Les conditions de fond .....	56
A. <i>Le fait générateur</i> .....	56
B. <i>Le dommage</i> .....	66
C. <i>Le lien de causalité</i> .....	68
<u>Section 6</u>	
L'indemnité réparatrice proprement dite .....	70
<i>Conclusion</i> .....	75

<b>Le choix du juge en matière de contentieux administratif – Questions choisies</b> .....	77
Aurélie Kettels <i>assistante à l’U.Lg. avocate</i>	
<i>Introduction</i> .....	77
<b>Section 1</b>	
L’inapplicabilité de la théorie de l’objet véritable aux actes réglementaires: une évidence à appréhender avec une certaine prudence .....	78
<b>Section 2</b>	
La théorie de l’objet véritable et les actes individuels .....	81
A. <i>La détermination de l’objet véritable à travers la distinction entre compétence liée et compétence discrétionnaire</i> .....	81
1. Exclusion de la compétence du Conseil d’État en cas de compétence totalement liée – Admission de sa compétence dès qu’il existe un élément d’appréciation.....	81
a) Une illustration dans le droit de la fonction publique: la mise en disponibilité pour raisons de santé et sa possible répercussion sur l’admission à la pension .....	82
i) POSITION DU PROBLÈME .....	82
ii) CONFLIT D’ATTRIBUTION .....	83
b) Illustration dans le domaine des subventions.....	89
B. <i>Concurrence des compétences lorsqu’existe un pouvoir d’appréciation: recours au critère lié à la manière de formuler la demande</i> .....	92
1. De la manière de formuler la demande et les arguments devant le juge judiciaire : illustration en droit de l’urbanisme – référé .....	92
2. De la manière de libeller les moyens devant le Conseil d’État .....	93
C. <i>La détermination de l’objet véritable en fonction du résultat recherché par le requérant</i> .....	94
1. Illustration en marchés publics .....	94
2. Illustration en fonction publique: procédures de sélection et promotion avec concurrence .....	100
<i>Conclusions</i> .....	102

## 2

Variations sur la réforme du Conseil d'État:  
du mandat *ad litem* aux dépens, en passant par quelques  
accessoires autour du pouvoir d'annuler..... 103

David Renders  
professeur à l'U.C.L.  
avocat

Benoit Gors  
maître de conférences invité et assistant à l'U.C.L.  
avocat au barreau de Bruxelles

Andrzej Trybulowski  
aspirant du F.R.S.-FNRS  
doctorant à l'U.C.L.

Louis Vansnick  
maître de conférences invité et assistant à l'U.C.L.  
avocat

Section 1

Le mandat <i>ad litem</i> .....	104
A. <i>La situation juridique précédant la réforme du Conseil d'État</i> .....	104
B. <i>Les modifications apportées par la réforme du Conseil d'État</i> .....	112
C. <i>Les premières applications et commentaires des règles issues de la réforme du Conseil d'État</i> .....	118

Section 2

La boucle administrative.....	121
A. <i>Les éléments de la réforme et leur justification</i> .....	122
B. <i>Les développements jurisprudentiels</i> .....	125
C. <i>L'état des lieux provisoire et critique</i> .....	135

Section 3

Le maintien des effets d'un acte annulé.....	138
A. <i>La situation juridique précédant la réforme du Conseil d'État</i> .....	140
B. <i>Les modifications apportées par la réforme du Conseil d'État</i> .....	149
1. <i>L'extension de l'article 14ter aux actes administratifs individuels</i> .....	149
2. <i>Les nouvelles conditions d'application de l'article 14ter</i> .....	151
C. <i>Les premières applications et commentaires des règles issues de la réforme du Conseil d'État</i> .....	155

Section 4

L'aide à l'exécution des arrêts, l'injonction et l'astreinte.....	166
---	-----

A. <i>La situation juridique précédant la réforme du Conseil d'État</i> .....	166
B. <i>Les modifications apportées par la réforme du Conseil d'État</i> .....	172
1. L'aide à l'exécution des arrêts d'annulation .....	173
2. Le pouvoir d'injonction et de substitution .....	186
a) Le pouvoir d'injonction .....	186
b) Le pouvoir de substitution .....	199
c) L'astreinte .....	208
C. <i>Les premières applications et commentaires des règles issues de la réforme du Conseil d'État</i> .....	214
1. L'aide à l'exécution des arrêts d'annulation .....	214
2. Le pouvoir d'injonction et de substitution .....	217
3. L'astreinte .....	221
<b>Section 5</b>	
Les dépens, en ce compris l'indemnité de procédure .....	221
A. <i>Les éléments de la réforme et leur justification</i> .....	222
1. L'indemnité de procédure .....	222
2. Les autres dépens .....	230
B. <i>Les développements jurisprudentiels</i> .....	234
1. L'indemnité de procédure .....	234
2. Les autres dépens .....	249
C. <i>L'état des lieux provisoire et critique</i> .....	253

### 3

## L'urgence et les nouvelles conditions du référé administratif devant le Conseil d'État..... 261

Michel Delnoy  
*professeur à l'U.Lg.*  
*avocat*

Martin Lauwers  
*maître de conférences à l'U.Lg., avocat*

Renard Smal  
*maître de conférences à l'U.Lg., avocat*

<i>Introduction</i> .....	262
---------------------------	-----

### Section 1

Les nouvelles conditions du référé administratif .....	265
A. <i>Les moyens sérieux</i> .....	265
B. <i>L'urgence incompatible avec le traitement de l'affaire en annulation</i> ..	265

1. La notion .....	266
2. L'application aux contentieux de la fonction publique, de l'urbanisme et de l'environnement et de la police administrative générale .....	275
a) Le risque d'atteinte.....	276
i) FONCTION PUBLIQUE.....	276
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	276
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	277
b) La gravité de l'atteinte.....	277
i) FONCTION PUBLIQUE.....	277
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	282
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	285
c) L'effet utile de la suspension.....	287
i) FONCTION PUBLIQUE.....	287
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	287
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	288
d) La survenance de l'atteinte durant le traitement de la procédure en annulation.....	288
i) FONCTION PUBLIQUE.....	288
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	289
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	291
e) La diligence du requérant dans la prévention de l'atteinte.....	291
i) FONCTION PUBLIQUE.....	291
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	292
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	293
f) Le lien entre l'urgence et l'exécution de l'acte attaqué.....	293
i) FONCTION PUBLIQUE.....	293
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	294
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	295
g) Le lien avec les moyens sérieux.....	295
i) FONCTION PUBLIQUE.....	295
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	296
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	296
h) Le caractère personnel de l'atteinte.....	296
i) FONCTION PUBLIQUE.....	296
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	297
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	297
i) Le caractère légitime de l'atteinte.....	298
i) FONCTION PUBLIQUE.....	298
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	298
iii) POLICE GÉNÉRALE.....	298
j) La preuve de l'urgence incompatible avec le traitement de l'affaire en annulation.....	299
3. Conclusions.....	300
C. <i>L'extrême urgence</i> .....	302
1. La notion .....	302
2. L'application aux contentieux de la fonction publique, de l'urbanisme et de l'environnement et de la police administrative générale.....	310
a) Urgence et extrême urgence.....	310
i) FONCTION PUBLIQUE.....	310
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	312

iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	313
b) L'inefficacité de la procédure de référé ordinaire.....	313
i) FONCTION PUBLIQUE.....	313
ii) URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	315
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	316
c) La diligence du requérant.....	317
i) FONCTION PUBLIQUE.....	317
ii) URBANISME ENVIRONNEMENT.....	318
iii) POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE.....	320
3. Conclusions.....	321
D. <i>La balance des intérêts</i> .....	323
1. La notion.....	323
2. L'initiative.....	326
3. Les limites qui encadrent la balance des intérêts.....	327
4. Conclusions.....	329
<u>Section 2</u>	
La nouvelle procédure du référé administratif.....	329
A. <i>Le moment de la demande de suspension</i> .....	329
B. <i>L'influence de la procédure en suspension sur la procédure en annulation</i> .....	332
C. <i>La forme et le contenu de la demande de suspension</i> .....	334
D. <i>L'audience</i> .....	335
<u>Section 3</u>	
Le droit transitoire.....	336
Conclusions.....	337

## 4

### La motivation formelle des actes administratifs – Questions choisies..... 341

Judith Merodio  
avocate

Renaud Simar  
avocat et assistant à l'U. St-Louis Bruxelles

Nathalie Van Damme  
avocate et collaboratrice scientifique à l'U.Lg.

#### Section 1

Bref rappel de quelques principes de la motivation formelle.....	342
A. <i>Champ d'application</i> .....	343
B. <i>Contenu de la motivation</i> .....	343

Section 2

La motivation formelle et la fonction publique.....	345
A. <i>Mesures d'ordre</i> .....	345
1. Application de la loi du 29 juillet 1991.....	345
2. Contenu de la motivation.....	347
3. Éléments de la motivation spécifiques aux mesures adoptées.....	348
a) Suspension préventive.....	348
b) Retrait d'emploi dans l'intérêt du service.....	349
B. <i>Mesures disciplinaires</i> .....	350
1. Application de la loi du 29 juillet 1991.....	350
2. Contenu de la motivation.....	350
3. Éléments de la motivation spécifiques aux mesures adoptées.....	354
a) Sanctions légères.....	354
b) Sanctions lourdes.....	355
C. <i>Nomination – promotion</i> .....	355
1. Application de la loi du 29 juillet 1991.....	355
2. Contenu de la motivation.....	356

Section 3

La motivation formelle et les marchés publics.....	359
A. <i>Introduction</i> .....	359
B. <i>Le champ d'application – qui doit motiver?</i> .....	360
C. <i>L'identification des décisions à motiver</i> .....	361
D. <i>Le contenu de la décision motivée</i> .....	362
E. <i>La distinction entre la motivation et la communication</i> .....	363
F. <i>L'étendue de la motivation</i> .....	363
1. Quelques règles générales.....	363
a) Une motivation adéquate, en droit et en fait.....	363
b) Le double objectif de la motivation – Compréhension – Vérification.....	364
c) L'ampleur de la motivation et l'importance du pouvoir d'appréciation.....	365
d) Une motivation suffisante.....	365
e) Les motifs des motifs.....	366
2. La motivation du choix de la procédure d'attribution.....	366
3. La motivation de la décision de sélection ou de non-sélection.....	367
4. La motivation au stade de l'examen de la régularité de l'offre.....	368
5. La motivation de la vérification des prix et du contrôle de leur normalité.....	369
6. La motivation de la décision d'attribution.....	371
a) Comparaison effective des offres.....	371
b) Le cas particulier de la cotation par point.....	371
7. La motivation de la décision de renonciation de l'attribution du marché... ..	372
8. La motivation des dérogations aux règles générales d'exécution.....	373

G. <i>Le cas particulier de la motivation par référence</i> .....	374
<b>Section 4</b>	
La motivation formelle et la réforme du Conseil d'État.....	375
A. <i>La motivation formelle et l'« intérêt au moyen »</i> .....	376
1. La présentation de la question.....	376
2. L'état du droit avant l'introduction de l'intérêt au moyen.....	377
3. La réforme.....	379
a) Les principes.....	379
b) La première application jurisprudentielle de l'« intérêt au moyen » en matière de motivation formelle.....	380
B. <i>La motivation formelle et la boucle administrative</i> .....	381
1. Une brève présentation de la boucle en lien avec l'obligation de motivation formelle.....	382
2. L'invalidation des boucles administratives par la Cour constitutionnelle – vers la reconnaissance d'un principe supra-légal de motivation formelle?.....	384
3. L'avenir de la boucle administrative: le cas flamand.....	386
C. <i>En conclusion, un regard croisé sur la problématique</i> .....	388